

COMITÉ BAILS

FOUINEUR LIBRE

Journal du Comité BAILS

Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve

Editorial

HOHELAGA SE BATTRA CONTRE HOMA...

On a souvent parlé de gentrification dans notre bulletin. On a abordé le sujet globalement, comment cela affecte concrètement le quartier et nos vies. En voici un autre exemple...

Depuis maintenant un an, les nouveaux et nouvelles résidentEs du quartier ont trouvé un nouveau moyen de « transformer » le quartier, de lui donner un petit goût plus exotique, de faire en sorte qu'il reflète moins la pauvreté, qu'en le nommant on ne sente plus sa saveur originale... Ce moyen n'a pas pour effet de hausser les loyers. Il n'embourgeoise pas les magasins de la Promenade Ontario. Il ne fait pas grimper le prix des fruits et légumes à l'épicerie. C'est bien pire. Il attaque le cœur même de notre identité. Il dénature l'origine même du quartier. À l'instar de SoHo (pour South of HOuston) à New York, Hochelaga-Maisonneuve est maintenant rebaptisé HoMa !!!!!

Pour ces « usurpateurs d'identité », HoMa, c'est moins long que de dire Hochelaga-Maisonneuve et ça réussit à faire oublier le stéréotype de pauvreté accolé au quartier. Hochelaga-Maisonneuve a bien sûr son lot de problèmes, mais aussi une histoire riche et une culture qui lui est propre, en voulant changer son nom, c'est mettre de côté l'apport de nombreuses générations à l'épanouissement de notre quartier. C'est nier l'origine populaire et ouvrière dont le quartier est issu. C'est vouloir ignorer l'ensemble des réseaux de solidarité qui se sont bâtis au fil des années et qui ont fait

d'Hochelaga-Maisonneuve un quartier empreint de chaleur et de fierté. En imposant leurs valeurs et leur façon de voir, leur intégration ne sera que plus difficile. De cette façon, ils et elles vivent dans une tour d'ivoire déconnectée des gens du quartier.

Pour certainEs, ça peut sembler peu, ça peut ne pas sembler très grave, mais en fait, ce nom démontre que la mixité sociale prônée par nos élites... c'est de la merde! Les nouveaux et nouvelles riches qui débarquent dans le quartier ne veulent pas de pauvres comme voisins, le message est clair : on vous enlève votre quartier, on le transforme, on se l'approprie, allez donc ailleurs ! Ils et elles ne veulent pas du quartier populaire et accessible qui existe actuellement... Au lieu d'inciter ses gens qui souhaitent transformer le quartier à leur image à venir habiter ici, nos éluEs devraient plutôt tenter d'aider la population d'origine, essayer de régler les problèmes qui existent actuellement, améliorer les conditions de vies des résidentEs. Éliminer la pauvreté, ce n'est pas chasser les pauvres, c'est leur offrir les moyens de ne plus être pauvres : garderie gratuite, hausse du salaire minimum et bonification de l'aide sociale, construction de logements sociaux, etc.

Nous sommes fiers et fières de rester dans Hochelaga-Maisonneuve,
C'est notre quartier et nous voulons y rester !

Pourquoi l'implication ?

COMITÉ BAILS: DEBOUT !

Louis Galarneau

membre du Conseil d'administration du Comité BAILS

En tant que membre actif du Comité Bails, je veux aujourd'hui tirer une sonnette d'alarme à tous les membres. En effet, il y a moins de militantEs qui s'impliquent depuis quelque temps. C'est malheureux, car la force du Comité Bails c'est ses membres. Les membres sont importantEs, car la structure et la façon de faire du Comité Bails est faite pour que les gens du quartier prennent une part active à la lutte. Si les gens ne viennent pas, le Comité ne peut pas marcher. Cette situation pourrait causer des problèmes dans le quartier, car si nos actions n'ont plus de poids, si on n'est pas capable de démontrer notre force face aux promoteurs de condos, le logement social et le droit d'avoir un toit à un prix décent risque d'en souffrir.

On a souvent l'impression que certaines manifestations sont faites pour rien, qu'on n'est pas écouté. C'est certain que si le monde ne participe pas et qu'on ne fait rien, on ne gagnera pas de logements sociaux. Mon expérience de militant démontre que c'est quand on lutte qu'on gagne. Même si la situation est désespérante, même si on trouve qu'on est peu, même si les condos se construisent partout, nos efforts ne sont pas inutiles. La coopérative Jolie-Fontaine qui

est en train d'être construite sur l'emplacement de l'ancienne usine Lavo en est un exemple. C'est notre lutte qui nous a permis de forcer les autorités à répondre à nos demandes. Grâce à cette lutte, je vais bientôt déménager, c'est nos actions qui nous ont permis de gagner cela. C'est très plaisant de savoir que je vais rester dans un endroit où notre lutte a été récompensée. Il ne faut pas faire en sorte que cette lutte ne soit qu'une exception... il faut que ça devienne la vraie norme !

Je sais que ce n'est pas toujours facile de donner du temps. Au départ, moi-même je voulais pas m'impliquer, c'est ma conjointe qui a fait en sorte que je suis venu au Comité Bails. Après un certain temps, je suis resté, car ça m'a touché de voir à quel point plusieurs personnes ont de mauvaises conditions dans leur logement. C'est maintenant une partie de moi, car c'est nécessaire d'avoir un logement. Si tu n'as pas de logement tu as plein de problèmes.

Plus il y aura de logement social plus il y aura de familles, car ce ne sont pas les condos qui créent la mixité sociale. Au contraire, ils créent une sorte de hiérarchie. Les coops permettent à des familles de côtoyer des personnes seules, des gens sur l'aide sociale, des travailleurs et travailleuses...



Etienne Poitras

Le municipal...

Les élections municipales sont maintenant terminées. C'est Gérald Tremblay qui est encore élu. Quatre ans à se faire encore dire qu'il développe le logement social à Montréal. Il va nous dire qu'il a déjà fait une opération 5000 logements et il veut en faire un autre (avec quel argent ??!?). Même après son mandat, il n'a pas compris l'importance cruciale de construire au moins 4000 logements sociaux par année pour réellement répondre au besoin des gens. Nous allons avoir bien du pain sur la planche pour que tout le monde ait un toit décent au-dessus de leur tête.

Il ne faut pas oublier que maintenant les arrondissements ont plus de pouvoir et qu'il est important que les conseillers locaux et conseillères locales répondent correctement aux besoins des locataires. Nous avons donc tenté pendant la campagne de faire de la pression sur les candidatEs pour leur soutirer des promesses de se battre pour du logement social. Étant donné que les éluEs ne sont pas uniquement dans Hochelaga-Maisonneuve, nous avons formé une coalition avec Infologis de l'Est et Entraide-Logement (la Coalition-logement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve).

Nous avons distribué des tracts, nous sommes allés à des débats, pour les informer de nos revendications (réserve de terrain, une réelle application du code du logement et un moratoire sur la transformation en condo), mais aussi pour les forcer à se positionner pour des mesures qui vont permettre de ralentir la gentrification du quartier.

Comme vous pouvez vous l'imaginer, les candidatEs ont fait la sourde oreille, Au mieux, on nous a écouté et l'on nous a dit que ce que nous avançons était important, sans pour autant être d'accord sur l'application de nos revendications.

Même s'il y a eu cafouillage au niveau du comptage dans l'ensemble de la ville, pour notre

arrondissement, c'est clair. Vision Montréal a balayé l'équipe de Tremblay. Sur les cinq postes disponibles, ils ont tout raflé. Il n'y aura donc pas d'opposition ou de dissidence au conseil d'arrondissement de Mercier/Hochelaga-Maisonneuve. Ça sera donc plus difficile pour nous de faire valoir notre point de vue. Encore une fois, si on veut des logements sociaux dans notre quartier nous aurons pas mal de travail, nous devons certainement prendre d'assaut le conseil d'arrondissement.

Pire que l'élection de Tremblay comme maire et que l'élection de Vision Montréal à tous les postes disponibles dans l'arrondissement, c'est la combinaison des deux ! Nous sommes pris entre deux feux. Vision Montréal dans l'arrondissement et l'UCIM pour la ville. Les deux paliers pourront donc se renvoyer la balle lorsque nous leur ferons des demandes ou pire la ville centrale pourra bloquer des projets de l'arrondissement, car cela ne vient pas de leur parti...

Des temps qui semblent sombres sont devant nous. C'est à nous de se lever et de se battre malgré ces difficultés.

Un toit c'est un droit !
Locataire défends-toi !

... et le fédéral

Parlant d'élections, il y en a d'autres qui arrivent. Nous allons bientôt voir la chute du gouvernement libéral (si ce n'est pas déjà fait).

Les libéraux, on le sait, ont négligé le logement social et continuent « d'oublier » d'investir dans ce domaine. D'ailleurs malgré l'annonce qui avait été faite lors du budget « Layton-Martin » d'investir 1,6 milliard au cours des deux prochaines années, rien n'a été fait. On voit bien que les libéraux ne sont pas de notre côté.

Suite à la page 4

UNE TROUÉE DANS UN MUR OPAQUE !!!

François Brosseau
membre du Comité Bails

Quand on parle du logement et de maisons en Palestine, c'est-à-dire soit en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza; on parle souvent de maisons détruites par l'armée Israélienne avec des bulldozers Caterpillar (made in U.S.A.), donc parler d'un problème de logement en Palestine semble évident. Mais, aujourd'hui, ce qui complique davantage la vie et l'économie Palestinienne, c'est la construction du mur de l'Apartheid en Cisjordanie. Et, ce qui est inacceptable, c'est que ce mur empiète sur des terres arables qui appartiennent aux Palestiniens. Mais, malgré tout, les Palestiniens refusent de disparaître.

Avec ce qui se passe présentement dans la bande de Gaza, il y a un mince espoir que l'économie Palestinienne puisse reprendre quelque peu. L'ouverture d'une frontière avec l'Égypte, dans la bande de Gaza, est une mince ouverture sur la liberté et la libre circulation des gens et des biens. Espérons que cette percée dans la vie des Palestiniens n'est que le début de la libération du peuple Palestinien, et le début concret d'une vraie paix juste et équitable, tant pour les Israéliens que les Palestiniens. Il n'y a jamais de petits pas pour l'humanité, mais seulement de grands pas vers un monde meilleur possible



Suite de la page 3

Quand vient le temps des élections...

Malgré des élections, les libéraux vont fort probablement reformer un gouvernement minoritaire et, au Québec, le Bloc Québécois restera stable (à un ou deux sièges près).

Que peut-on faire alors ? Au Québec, ils savent qu'ils n'ont pas de chance face au Bloc, comment leur mettre de la pression et obtenir des engagements alors ? La meilleure façon c'est de rester prêts et prêtes pour aller harceler les candidatEs vedettes des libéraux au Québec.

Le comité de mobilisation a d'ailleurs prévu deux journées de tractage (6 et 16 décembre). Lors de ces journées nous encouragerons les gens à téléphoner aux bureaux des libéraux pour qu'on nous écoute, mais aussi pour les déranger et les empêcher de travailler. Après tout, ils et elles avaient juste à tenir leurs promesses !

BLOC TECHNIQUE

Voici les noms des collaborateurs et collaboratrices du Fouineur libre pour ce numéro: Louis Galarnau, François Brosseau, Patrice Francoeur, Audrey Plouffe, Étienne Poitras, Michel Villeneuve.

LE FOUINEUR LIBRE EST TOUJOURS À LA RECHERCHE D'AUTEUR-E-S, VOUS AVEZ UNE OPINION À PARTAGER ? UN SUJET QUE VOUS SOUHAITEZ APPROFONDIR ?

Les textes apparaissant dans ce bulletin, à l'exception de l'éditorial, n'engagent que leurs auteurEs.

Toute reproduction est permise et encouragée en autant que l'on mentionne la source. Merci.

Le Comité Bails est financé principalement par le SACA

QU'EST-CE QUE LE CAPITALISME ?

Etienne Poitras

Le capitalisme, un mot qu'on entend dans les manifestations ou dans des discussions politiques. Un terme qui ne nous dit peut-être rien, mais que l'on subit tous les jours.

Le capitalisme c'est le système économique dans lequel nous vivons. Ce système économique divise en deux classes la population celle des patronNEs et celle des employéEs. L'employéE est payéE par unE patronNE pour sa journée de travail (sa force de travail). Le ou la patronNE paye l'employéE avec l'argent que l'employéE rapportE pendant la journée. Le ou la patronNE (ou le ou la propriétaire) tire des revenus uniquement parce qu'il ou elle possède les moyens de production (machine, outil, local, inventaire). On dit que c'est de l'exploitation, car le travailleur ou la travailleuse produit plus d'argent en termes de marchandises produites ou vendues que ce qu'on lui remet en salaire.

Un peu d'histoire

Depuis quand le capitalisme existe ? On peut dire que la révolution industrielle (1800-1870) a permis au capitalisme de réellement prendre son envol. Les formes de propriété privée des moyens de production (développement des machines utilisant la vapeur ou l'électricité pour fonctionner) et de salariat (exode des campagnes) se développent durant cette période. Cependant le début des manufactures et la fin des maîtres-ouvriers remonte au XVIIe siècle.

Impérialisme; stade suprême du capitalisme

En plus d'être un système d'oppression pour les employéEs d'une usine, pour les locataires. Le capitaliste veut s'étendre jusqu'à l'infini. Pour cela, il n'hésite pas à piller les ressources premières des pays du tiers-monde pour en fabriquer des marchandises et les vendre. L'impérialisme, c'est le capitalisme, mais au niveau de la planète. Ce sont des pays comme les États-Unis, l'Angleterre, la France, mais aussi le Canada qui s'enrichissent sur

le dos des pays pauvres. C'est ce pillage qui nous permet à nous d'avoir de meilleures conditions de vie.

L'État providence et la mondialisation

À travers l'histoire, les années d'après guerre ont été plus glorieuses pour la population en Occident. La prospérité du régime combiné aux importantes luttes sociales ont permis d'arracher aux États capitalistes certaines concessions (ici on a eu le droit de se syndiquer, le chômage, l'aide sociale, la CSST, etc.). Le coût de ces droits a, par contre, fini par peser lourd sur les profits des industries. Plusieurs pressions sont venues de ces secteurs pour que l'État arrête de financer ces programmes sociaux, paye plutôt la dette et leur donne des subventions à la place (comme la CORPIQ qui représente les propriétaires qui ne veulent pas que l'État construise des HLM, mais qui voudrait bien recevoir des suppléments au loyer). Les années d'après-guerre laisse maintenant place à l'impérialisme sauvage que l'on désigne par le terme mondialisation.

La mondialisation veut abolir toutes les règles que chaque pays s'est données pour permettre que le plus fort remporte la poche. Les accords internationaux comme le FMI (Fonds monétaire international), la Banque Mondiale, l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) ou l'ALENA (Accord de libre-échange nord américain) sont là uniquement pour faire semblant qu'il y a des discussions. Si on regarde les effets, on s'aperçoit que cela accentue l'écart entre les riches et les pauvres.

Nous inaugurons aujourd'hui notre nouvelle section démystifions les concepts ou si vous préférez, notre propre De quossé ? Vous avez entendu un mot ou une discussion dans une activité du Comité Bails, dans une manifestation, aux nouvelles, et vous n'avez pas saisi ? Contactez-nous, on tentera de démystifier le concept dans les pages du Fouineur Libre... Si vous souhaitez fournir un article pour cette section, n'hésitez pas !

LE FRAPRU SQUATTE LA RÉSIDENCE DE LA GOUVERNEURE GÉNÉRALE, MICHAËLLE JEAN !

tiré du site internet du FRAPRU, www.frapru.qc.ca

Des membres du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et du Comité BAILS ont occupé le 9 novembre dernier Rideau Hall, la résidence officielle de la gouverneure générale, Michaëlle Jean, à Ottawa. L'occupation est appuyée par une manifestation de plus de 500 personnes mal-logées venues de Montréal, de Québec, de Rimouski, de l'Estrie, de la Mauricie, de la Montérégie et de l'Outaouais.

L'action ne visait d'aucune manière la gouverneure générale elle-même. L'occupation d'un lieu aussi symbolique que Rideau Hall cherchait plutôt à accroître la pression publique sur le gouvernement libéral de Paul Martin pour qu'il confirme sans plus tarder l'utilisation du 1,6 milliard \$ qui a été voté pour le logement à loyer modique, en juin dernier, à la Chambre des communes. Cette somme faisait partie du projet de loi C-48 dont l'adoption a permis au gouvernement libéral de se maintenir au pouvoir, en vertu d'une alliance avec le Nouveau parti démocratique.

Le FRAPRU et le Comité Bails craignaient que les élections générales ne soient déclenchées, avant que l'utilisation exacte du 1,6 milliard \$ n'ait été confirmée, ce qui malheureusement fût fait. Conséquence: l'argent promis est maintenant compromis !

L'organisme réclamait que le gouvernement Martin signe le plus rapidement possible des ententes avec les provinces, les territoires et les peuples autochtones pour confirmer la part qui devait leur revenir dans le 1,6 milliard \$. Il insistait toutefois pour que tout l'argent soit consacré au logement social qui représente la

seule façon d'offrir du logement à loyer vraiment modique.

Les occupantes et les occupants de Rideau Hall demandaient à la gouverneure générale Michaëlle Jean d'utiliser son influence pour intercéder en ce sens auprès du premier ministre Martin. Ils rappellent que, selon les dernières données disponibles, 1,7 million de ménages canadiens ont des problèmes impérieux de logement, alors que 150 000 personnes sont sans-abri.

La gouverneure générale a accepté de rencontrer une délégation issue du groupe de manifestantes et manifestants et leur promit d'user de son pouvoir d'influence pour persuader Paul Martin d'agir au plus vite dans le meilleur intérêt des locataires canadiens... Malheureusement, comme on le sait maintenant, les élections ont été déclenchées et l'argent n'est toujours pas disponible ! il ne faut pas se laisser berner si les libéraux nous promettent d'investir 1,6 milliard en logement social... cet argent nous est déjà dû !





I WANT YOU

Musique !

Au party de Noël du Comité Bailo

MERCREDI LE

14 DÉCEMBRE 2005,

À 17H30

1455 Bennett, coin Ste-Catherine

Réservez votre place au plutôt !

(514) 522-1817

Cardes aux

Plaisir...

Bouffe

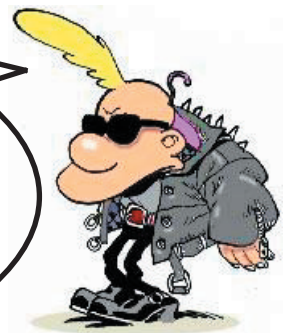
Jeux



PSSSST !

Le Fouineur libre est toujours à la recherche de journalistes. Vous vous sentez l'âme d'un·e écrivain·e ? Un sujet vous fait bouillir et vous souhaitez le partager avec nous ? Vous trouvez qu'on publie toujours les mêmes images et vous êtes bon·ne en dessin ? Vous avez envie d'apprendre à faire de la mise en page ?
LE COMITÉ JOURNAL C'EST VOTRE PLACE !

Prochaine parution : février-mars



Activités décembre 2005-janvier 2006

Décembre

Mardi 6: Action dans le cadre des élections fédérales. Chorale pour le logement social.
Rendez-vous à 12h sur la Place Valois.
Pour plus d'infos, contactez-nous (514) 522-1817.

Mercredi 7: Ateliers d'information sur la logement social.
Au local du Comité Bails à 13h30 et 18h.
Dites-le à vos amiEs qui souhaitent s'incire pour obtenir un logement en coop !

Mercredi 14: PARTY DE NOËL !!!!
Au local du Comité Bails, à 17h30. Bienvenue à tous et toutes !

Vendredi 16: Action dans le cadre des élections fédérales. Chorale pour le logement social.
Rendez-vous à 14h sur la Place Valois.
Pour plus d'infos, contactez-nous (514) 522-1817.

Lundi 19: Occupation nationale à Montréal dans le cadre des élections fédérales.
Rendez-vous à 9h30 au local du Comité Bails. Organisée par le FRAPRU.

Janvier

Mercredi 18: Réunion du Comité de mobilisation.
Rendez-vous au local du Comité Bails à 18h pour la pizza, réunion à 18h30.
Bienvenue à toutes et tous !

Dans le cadre des élections fédérales, en vue d'obtenir des engagements des diverSEs candidatEs, des actions tintamares auront lieu lorsque nous aurons des informations sur la présence de figures importantes du prochain gouvernement à Montréal. Si vous désiréEs être contacté pour participer à ces actions, faites-nous signe ! (514) 522-1817



Toute l'équipe du Comité Bails, la permanence et le conseil d'administration, vous souhaite un Joyeux Noël, une Bonne Année et n'oubliez pas le party de Noël !



1455 rue Bennett, Montréal, Qc, H1V 2S5
Tél: (514) 522-1817, Fax: (514) 522-9863
Courriel: bails@bellnet.ca

Appuyez la lutte pour du
logement social dans votre quartier !
Devenez membre !
Contactez-nous !